

## **ACCORD-CADRE COMPOSITE N°2025-01**

# **FOURNITURE, DEPLOIEMENT, HEBERGEMENT ET MAINTENANCE D'UNE SOLUTION DE DIGITALISATION DU PROCESSUS DE GESTION DU FONDS NATIONAL D'ACCOMPAGNEMENT VERS ET DANS LE LOGEMENT (FNAVDL)**

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n°2025-01-01**

**DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES :**

**Vendredi 23 mai 2025 à 12 heures**

Acheteur :

**Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS)**

10 avenue Ledru Rollin - 75012 Paris

Tél. : 01.40.02.94.14

Site internet : <https://www.cglls.fr>

N°SIRET 180 092 272 00020

Le présent document contient 24 pages, numérotées de 1 à 24.

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>Objet de l'accord-cadre</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>Forme et durée de l'accord-cadre</b>	<b>4</b>
2.1	Allotissement	4
2.2	Forme	4
2.3	Durée	4
2.4	Co-traitance	4
<b>3</b>	<b>Pièces constitutives de l'accord-cadre</b>	<b>4</b>
<b>4</b>	<b>Sous-traitance</b>	<b>5</b>
<b>5</b>	<b>Marché similaire</b>	<b>6</b>
<b>6</b>	<b>Modalités d'exécution des prestations</b>	<b>6</b>
6.1	Délais	6
6.2	Intervenants	6
6.3	Remplacement des intervenants	6
6.4	Prestations forfaitaires	7
6.5	Prestations à bons de commande	7
6.6	Clause de réexamen	8
<b>7</b>	<b>Engagements des parties</b>	<b>9</b>
7.1	Obligations du Titulaire	9
7.2	Obligations de la CGLLS	10
<b>8</b>	<b>Vérification et réception</b>	<b>11</b>
<b>9</b>	<b>Garantie et maintenance</b>	<b>11</b>
9.1	Garantie contractuelle	11
9.2	Durée	12
9.3	Contenu	12
9.4	Remise en service	12
9.5	Conditions d'arrêt de la maintenance	12
<b>10</b>	<b>Pénalités</b>	<b>12</b>
10.1	Pénalités de retard	13
10.2	Pénalités pour indisponibilité	13
10.3	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	13
<b>11</b>	<b>Modalités financières</b>	<b>13</b>
11.1	Caractéristiques et contenu des prix	13
11.2	Révision des prix	13
11.3	Avance	14
11.4	Modalités de facturation et de paiement	15
11.5	Echéancier de paiements	15
11.6	Délai de paiement – Intérêts moratoires	16
11.7	Coordonnées bancaires du Titulaire	17
<b>12</b>	<b>Propriété intellectuelle</b>	<b>17</b>
12.1	Garantie d'éviction et de propriété intellectuelle et industrielle	17
12.2	Concession non exclusive de droit d'usage	17
<b>13</b>	<b>Résiliation de l'accord-cadre</b>	<b>17</b>
<b>14</b>	<b>Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire</b>	<b>17</b>
<b>15</b>	<b>Dispositions diverses</b>	<b>18</b>
15.1	Langue	18
15.2	Nantissement ou cession de créance	18
15.3	Modification de l'accord-cadre	18

<b>16</b>	<b>Traitement des données à caractère personnel .....</b>	<b>19</b>
<b>17</b>	<b>Droit applicable - Litiges .....</b>	<b>23</b>
<b>18</b>	<b>Liste récapitulative des dérogations au CCAG-TIC .....</b>	<b>24</b>

## 1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet **la fourniture, le déploiement, l'hébergement et la maintenance d'une solution de digitalisation du processus de gestion du fonds national d'accompagnement vers et dans le logement (FNAVDL)**

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP n°2025-02-02).

## 2 FORME ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE

### 2.1 Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti. Il s'agit d'un marché à caractère homogène ne permettant pas un allotissement.

### 2.2 Forme

L'accord-cadre est mixte.

Il s'exécute pour partie sur la base d'un montant forfaitaire, et pour partie par l'émission de bons de commande lors de la survenance des besoins, sur la base de prix unitaires.

**La partie à prix unitaires s'exécute sur bons de commande, sans montant minimum et avec un montant maximum de commande de 100 000 € HT sur toute la durée de l'accord-cadre, période de reconduction comprise**, conformément à l'article R.2162-4 du code de la commande publique.

**NB : Il est précisé que le montant maximal susceptible d'être commandé dans le cadre de l'accord-cadre n'est ni une estimation, ni une information sur la consommation, réelle de l'accord-cadre.** Ce montant constitue un seuil qui, une fois atteint, signifiera obligatoirement la fin de l'accord-cadre, qu'il soit ou non arrivé à son échéance.

### 2.3 Durée

**L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de trois (3) ans.** La partie forfaitaire est d'exécution immédiate, dès notification (paramétrage, installation, déploiement, etc...). Les bons de commande seront notifiés par la CGLLS au fur et à mesure des besoins.

**L'accord-cadre peut être reconduit une fois, par décision expresse de la CGLLS, pour une période supplémentaire d'un (1) an.** En tout état de cause, sa durée totale ne peut excéder quarante-huit (48) mois à compter de sa date de notification, période de reconduction comprise.

La décision de reconduction est notifiée au Titulaire électroniquement, au moins deux (2) mois avant l'échéance. La notification électronique peut prendre la forme d'un envoi par mail avec demande d'accusé de réception, ou d'une transmission sur le profil acheteur (PLACE) de la CGLLS.

A défaut d'une telle notification, l'accord-cadre n'est pas reconduit.

Le Titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction de l'accord-cadre.

La décision de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

### 2.4 Co-traitance

Le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la CGLLS.

## 3 PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est soumis au Code de la commande publique et au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Technologie de l'Information de la Communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, désigné ci-après CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, l'accord-cadre est régi par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement n°2025-01-DFC (formulaire ATTR11),
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n°2025-01-02 et ses annexes,
- le CCAG-TIC,
- les avenants postérieurs à la notification du marché,
- l'offre technique du Titulaire.

Les documents de l'accord-cadre ci-dessus référencés l'emportent sur l'ensemble des livrables produits dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre des documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable est une pièce générale, accessible sur le site de Légifrance <http://www.legifrance.gouv.fr> Cette pièce non fournie est réputée connue du Titulaire du marché.

Les dérogations au CCAG-TIC figurent au dernier article du présent document.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Les conditions générales de vente du Titulaire figurant, le cas échéant, au dos de ses factures ou dans tout autre document ne sont pas applicables au présent marché.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-TIC, seules les copies de l'acte d'engagement et son annexe seront notifiées au Titulaire. L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché, sera remis sans frais sur demande écrite du Titulaire.

#### Modalités de conservation et de diffusion des documents de l'accord-cadre

Conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique, la CGLLS conserve pendant une durée minimale de cinq (5) ans :

- à compter de la date de signature du marché, les candidatures et les offres ainsi que les documents relatifs à la procédure de passation,
- à compter de la fin de l'exécution du marché, les pièces contractuelles du marché, dont les originaux de l'acte d'engagement, du CCAP et du CCTP qui seuls font foi.

## **4 SOUS-TRAITANCE**

Le Titulaire peut sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre dans les conditions prévues aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance que le Titulaire doit remettre à la CGLLS.

La sous-traitance totale est interdite.

Le Titulaire demeure personnellement responsable pour l'ensemble des prestations exécutées au titre de l'accord-cadre, même celles qui sont le fait de ses sous-traitants. Pour autant, il demeure l'unique interlocuteur pour l'ensemble des prestations sous-traitées.

Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles du Titulaire. A défaut, la CGLLS pourra récuser le sous-traitant proposé.

## 5 MARCHE SIMILAIRE

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, la CGLLS se réserve la possibilité de conclure avec le Titulaire du présent accord-cadre, un second accord-cadre, sans publicité ni mise en concurrence préalables, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées par le présent contrat.

La durée pendant laquelle ce nouveau contrat peut être conclu ne peut dépasser trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

## 6 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 6.1 Délais

Le déploiement complet de la solution de digitalisation du FNAVDL en conditions opérationnelles doit avoir lieu avant le 30 avril 2026.

### 6.2 Intervenants

- Représentation de la CGLLS

Dès la notification de l'accord-cadre, la CGLLS désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par la CGLLS en cours d'exécution de l'accord-cadre.

- Représentation du Titulaire

Le Titulaire s'engage, pendant toute la durée du présent accord-cadre, à affecter à l'exécution des prestations des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience nécessaire, en fonction de la nature des prestations, à la bonne réalisation de celles-ci.

Le Titulaire désigne un interlocuteur privilégié, et son suppléant, habilités à le représenter auprès de la CGLLS, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

➡ Ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre technique.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées en cours d'exécution de l'accord-cadre.

### 6.3 Remplacement des intervenants

La bonne exécution des prestations du présent de l'accord-cadre dépend en partie des profils mis en place par le Titulaire. Ce dernier reconnaît l'importance pour la CGLLS des profils clés mis en place et décrits dans sa proposition technique et s'efforce d'en assurer la stabilité.

Le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, dans le cas où le Titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, celui-ci transmet à la CGLLS, quinze (15) jours minimum avant le départ effectif de chaque intervenant remplacé, la nouvelle composition de l'équipe en :

- précisant le détail des attributions et rôles respectifs de chaque nouvel intervenant et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe,
- joignant les curriculum vitae détaillés de chacun des intervenants concernés.

La CGLLS peut refuser l'un ou plusieurs des intervenants ainsi proposés pour motifs justifiés. Dans ce cas, le Titulaire dispose de trois (3) jours maximum pour proposer un ou plusieurs autres intervenants. Les intervenants ainsi proposés sont considérés comme acceptés si la CGLLS ne les refuse pas dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la réception de la communication.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de trois refus successifs motivés par la CGLLS, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire.

## **6.4 Prestations forfaitaires**

---

L'exécution des prestations forfaitaires est déclenchée par la notification de l'accord-cadre. Elles ne donnent donc pas lieu à l'émission de bons de commande.

## **6.5 Prestations à bons de commande**

---

Les bons de commande passés sur le fondement du présent accord-cadre composite sont conclus en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique et établis sur la base des prix figurant au bordereau des prix.

Ils sont émis au fur et à mesure de la survenance des besoins et sont remis par tout moyen permettant de donner date certaine. Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le Titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande émis doivent être exécutés même si l'accord-cadre se termine entre temps, dans la limite de 6 (six) mois après la date de fin dudit accord-cadre. Ils sont établis à partir du bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- les références de l'accord-cadre,
- le nom et l'adresse du Titulaire,
- la date et le numéro de la commande,
- la désignation, la quantité et le délai d'exécution des prestations attendues,
- les montants hors taxe et toutes taxes comprises du bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, le Titulaire dispose de 5 (cinq) jours calendaires à compter de la date de notification du bon de commande pour adresser à la CGLLS toute observation relative à celui-ci. Passé ce délai, le Titulaire est réputé en avoir accepté sans réserve les conditions.

Dans le cas où le Titulaire émettrait des réserves, qui ne le dispensent pas de l'exécution des prestations, il peut être établi un document rectificatif.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter la prestation, sauf cas de force majeure. Il est précisé que le manque de personnel disponible ne peut en aucun cas constituer un motif valable de refus d'exécution du bon de commande.

### **Les prestations sur devis**

A titre accessoire, outre les prestations définies aux CCTP, la CGLLS peut solliciter la réalisation de travaux complémentaires, qui seraient nécessaires à la bonne réalisation des prestations objet de l'accord-cadre.

À partir des informations communiquées, le Titulaire échange avec la CGLLS pour s'assurer de la bonne compréhension de la demande et, si nécessaire, l'aider à affiner son besoin et établir des spécifications plus précises.

#### **• Etablissement des devis**

Dès lors que le sujet est identifié, à la demande de la CGLLS, le Titulaire propose un devis, dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrés, sauf délai spécifique indiqué dans sa demande par la CGLLS ou accordé par cette dernière, suite à la sollicitation du Titulaire.

Le devis est établi par le Titulaire, à titre gratuit, sur la base des prix unitaires maximum figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

Le Titulaire s'engage sur la réalisation d'une prestation et la remise des livrables et non sur un nombre de jours d'intervention. Le décalage entre le nombre de jours proposés et celui réalisé est soit au détriment ou soit au bénéfice du Titulaire.

Le devis, tant sur la proposition technique que financière, peut faire l'objet d'un examen contradictoire entre la CGLLS et le Titulaire. Dans ce cadre, la CGLLS se réserve la faculté de demander au Titulaire de compléter ou de corriger sa proposition technique et/ou financière. Dans ce cas, le Titulaire adresse dans les conditions figurant au présent CCAP, un nouveau devis.

Si une révision des prix est intervenue, conformément aux stipulations du présent accord-cadre, entre l'établissement du devis par le Titulaire et son acceptation par la CGLLS, celle-ci demandera au Titulaire d'établir un nouveau devis avec les prix révisés.

L'établissement du nouveau devis est soumis aux mêmes dispositions que le devis initial.

- **Durée de validité des devis**

La durée de validité des devis, éventuellement stipulée par le Titulaire sur son devis, ainsi que les conditions générales de ventes (CGV) ou conditions générales d'utilisation (CGU) du Titulaire n'ont aucune valeur dans le cadre du présent accord-cadre et ne peuvent être opposées à la CGLLS, ni exonérer le Titulaire de sa responsabilité contractuelle ou quasi-contractuelle.

Cependant le Titulaire peut indiquer un délai de validité du devis si celui-ci est établi en prenant en compte des exigences des éditeurs des logiciels. Dans ce cas le Titulaire joint à son devis un document attestant de l'exigence des éditeurs. Le Titulaire indique alors les conséquences d'une commande à l'expiration du délai de validité du devis. La CGLLS décide de passer ou non la commande compte tenu de ces éléments.

- **Acceptation / Refus des devis**

Si le devis est accepté par la CGLLS, celle-ci adresse au Titulaire un bon de commande correspondant dans les conditions prévues supra.

La CGLLS est en droit de ne pas donner suite au devis proposé par le Titulaire. Dans ce cas le Titulaire de l'accord-cadre ne peut prétendre à versement d'indemnité au titre de la décision de la CGLLS de ne pas donner suite au devis.

## **6.6 Clause de réexamen**

---

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le Titulaire. Il est tenu compte, notamment des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations et des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution de l'accord-cadre.

En complément des dispositions de l'article 27 du CCAG-TIC et en application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, il est prévu les dispositions suivantes :

- **Modification des prix du marché (ajouts, suppression, modification du contenu des prestations)**

Un nouveau Bordereau des Prix peut être substitué pendant la durée de l'accord-cadre, en cas de suppression, de modifications ou d'ajouts de prestations au prix initial du marché sous réserve que cette suppression, cette modification ou cet ajout ne bouleverse pas l'économie du marché.

Dans le cadre de la maintenance, le prix pourra être revu à la hausse ou à la baisse pour tenir compte de l'évolution du périmètre de la TMA, notamment par la suppression ou l'ajout de fonctionnalités.

- **Modification des délais**

Dans le cadre de la clause de réexamen, s'il s'avère que le calendrier de réalisation des projets ou les délais d'exécution des prestations prévues dans les bons de commandes doivent être modifiés, du fait de la CGLLS ou d'un tiers, la CGLLS prend contact avec le Titulaire pour convenir de nouveaux délais.



Si ces nouveaux délais sont sans impact financier et sans incidence sur la durée de l'accord-cadre, la validation de ces nouveaux délais fera l'objet d'un simple échange de courrier entre le Titulaire et la CGLLS par messagerie électronique.

Les modifications de l'accord-cadre donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

## **7 ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Le Titulaire ne doit pas être en situation de risque de conflit d'intérêts (entre la mission objet du présent marché et d'autres missions à la CGLLS ou dans d'autres structures).

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, il est tenu de déclarer sans délai à la CGLLS toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

### **7.1 Obligations du Titulaire**

#### **7.1.1 Obligation de résultat**

Le Titulaire garantit à la CGLLS que les prestations seront exécutées selon les conditions énoncées dans le CCTP et dans son offre. En cas de non-respect de cette obligation, le Titulaire pourra se voir appliquer les pénalités prévues au présent CCAP. Le Titulaire s'engage également à mettre à disposition de la CGLLS du personnel qualifié pour exécuter les prestations.

S'il est dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont commandées dans le respect des clauses du présent accord-cadre, il en avise immédiatement la CGLLS et soumet les justifications y afférentes. La CGLLS pourra demander des précisions ou des éclaircissements si elle estime que la prestation délivrée n'est pas intelligible ou complète ou si elle ne répond pas aux exigences fixées dans les documents de la consultation.

#### **7.1.2 Obligation de conseil et d'information**

Le Titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux logiciels et prestations fournies. Le Titulaire a une obligation de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements ou de dysfonctionnements potentiels dans le cadre de la prestation. Cette obligation de conseil incombant au Titulaire est spontanée. Ce dernier doit de sa propre initiative communiquer à la CGLLS toute information permettant de prévenir une entrave quelconque à la bonne exécution du présent accord-cadre.

Cette obligation de conseil peut donner lieu à la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

#### **7.1.3 Obligation de confidentialité**

Si le Titulaire sous-traite sa prestation, les stipulations ci-dessous s'appliquent au sous-traitant. Le Titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-TIC s'appliquent. L'article est complété comme suit :

Les supports informatiques, les données, la documentation fournis par la CGLLS au titre du présent accord-cadre et tout autre document de quelque nature qu'il soit, résultant de leur traitement ou de leur utilisation, confiées au Titulaire par la CGLLS, restent la propriété de celle-ci.

Le Titulaire s'engage donc à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations et les documents auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations ou documents ne peuvent être copiés, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés par le titulaire, hors du présent accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants.

La CGLLS peut demander, à tout moment, au Titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du Titulaire.

#### **7.1.4 Continuité de service**

Dès lors que le Titulaire est sollicité pour assurer une prestation, il lui appartient de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'en assurer l'exécution de bout en bout, tout en garantissant les obligations de qualité et de résultats requises.

#### **7.1.5 Mesures de sécurité**

Le Titulaire développe toutes les mesures de sécurité qu'il propose de mettre en œuvre pour assurer l'intégrité et la continuité de l'hébergement des outils mis à disposition et des données ainsi que les modalités de gestion des incidents de sécurité et de déploiement des mises à jour de sécurité.

**Le Titulaire s'engage à appliquer les règles issues du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité** qui comporte les mesures de sécurité minimales que doit prendre un Titulaire afin de garantir que son niveau de cybersécurité est conforme à l'état de l'art. Il indique également la documentation à réaliser, la communication à effectuer en cas de problème de sécurité et les conseils techniques attendus de la part du Titulaire. Il a été approuvé par l'arrêté publié au journal officiel de la république française n°223 du 27 septembre 2018. Il est consultable ici :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2018/9/18/ECOP1825228A/jo/texte>

#### **7.1.6 Assurance**

Le Titulaire atteste qu'il est détenteur d'une police d'assurance le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel ou incorporel engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent accord-cadre ou les modalités de leur exécution.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-TIC, le Titulaire doit justifier avant tout début d'exécution de l'accord-cadre qu'il est en possession de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation indiquant le montant, l'étendue et la durée de la garantie, ainsi que l'attestation annuelle du paiement des primes.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CGLLS et dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception de la demande.

A défaut de production dans un délai de 15 (quinze) jours calendaires à compter de la réception de la demande, l'accord-cadre pourra être résilié, conformément à l'article 50.1f) du CCAG-TIC.

#### **7.1.7 Protection de l'environnement**

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie, sur simple demande de la CGLLS.

### **7.2 Obligations de la CGLLS**

---

Afin que le Titulaire soit en mesure d'effectuer sa mission, la CGLLS s'engage à :

- tout mettre en œuvre pour que le Titulaire dispose en temps utile de toute information que la CGLLS estimerait nécessaire à la bonne exécution des prestations,
- collaborer avec le Titulaire et à lui communiquer sur demande toutes les informations dont il a connaissance ou qu'il possède susceptibles de l'aider dans l'exécution des prestations,
- mettre le Titulaire en rapport avec les personnes de l'établissement concernées par le projet.

## 8 VERIFICATION ET RECEPTION

Les prestations feront l'objet d'opérations de vérifications destinées à s'assurer de leur conformité aux exigences du marché. Ces opérations comprennent trois étapes :

- une phase de mise en ordre de marche, préalable aux vérifications,
- une Vérification d'Aptitude (VA), visant à constater la conformité de la solution aux spécifications du marché,
- une Vérification de Service Régulier (VSR), destinée à vérifier le bon fonctionnement de la solution en conditions d'exploitation.

### Mise en ordre de marche (MOM)

L'installation et la mise en ordre de marche de la solution sont réalisées par le Titulaire. A compter de la livraison, par dérogation à l'article 29 du CCAG-TIC, le Titulaire dispose de la période indiquée dans le calendrier validé pour effectuer la mise en ordre de marche avant mise en production et recette. Il adresse le procès-verbal signifiant la MOM à la CGLLS.

### Vérification d'Aptitude (VA)

La VA intervient après la mise en ordre de marche. Elle a pour but de constater que les prestations livrées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées au CCTP, hors retards imputables à l'établissement.

Elle repose sur un protocole de tests, validé par la CGLLS. Les tests sont réalisés par la CGLLS et le groupe utilisateurs test, avec l'assistance éventuelle du Titulaire.

Les anomalies détectées sont classées en fonction de leur gravité (bloquantes, majeures, mineures). La VA donne lieu à un procès-verbal, qui peut :

- constater l'acceptation sans réserve,
- constater l'acceptation avec réserves (à lever par le titulaire dans les délais impartis),
- refuser la solution en cas d'anomalies critiques non corrigées.

Par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG-TIC, la CGLLS dispose de 2 (deux) mois à compter de la réception du procès-verbal signifiant la MOM pour prononcer une décision de VA.

L'acceptation de la VA conditionne le passage en VSR.

### Vérification de Service Régulier (VSR)

Par dérogation à l'article 32.4 du CCAG-TIC, la durée de la VSR est fixée à 2 (deux) mois à compter de la date de constat de la réception sans réserve ou de la levée des réserves formulées lors de la Vérification d'Aptitude.

Cette période permet de vérifier le fonctionnement régulier de la solution en conditions normales d'exploitation, notamment en ce qui concerne :

- la stabilité de la solution dans le temps,
- la conformité aux engagements de niveau de service (disponibilité, réactivité, etc.),
- l'absence d'anomalies récurrentes ou de régressions fonctionnelles.

### Réception

A l'issue des opérations de vérification, la CGLLS prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions des articles 33 et 34 du CCAG-TIC.

## 9 GARANTIE ET MAINTENANCE

### 9.1 Garantie contractuelle

La période de garantie commence lorsque la VSR est achevée. Le Titulaire s'engage à garantir l'ensemble des prestations et fournitures réalisées dans le cadre du CCTP, pendant une durée d'un an à compter de la date de la fin de vérification de service régulier.

Pendant ce délai de garantie, le Titulaire doit effectuer au minimum les prestations prévues dans le cadre du service de maintenance défini à l'article 9-3 ci-dessous.

Durant cette période de garantie, il sera fait, le cas échéant, application des pénalités pour indisponibilité, sans mise en demeure préalable, selon les modalités prévues à l'article 10-2 ci-dessous.

## **9.2 Durée**

---

Le service de maintenance s'exécute pendant la durée totale du présent accord-cadre à compter du terme de la période de garantie contractuelle du Titulaire.

## **9.3 Contenu**

---

Le service de maintenance a pour objet de maintenir les caractéristiques techniques et fonctionnelles du logiciel en référence à la documentation de la version courante de la solution et conformément à sa destination.

Dans ce cadre, le Titulaire s'engage à assurer au minimum :

- la prise en charge des tickets d'assistance technique,
- la correction des anomalies bloquantes de la solution dans le délai maximum de remise en service,
- la livraison directe des mises à jour et des nouvelles versions de la solution,
- l'installation des licences des versions antérieures de la solution, toujours maintenues,
- l'accès à distance par téléchargement des mises à jour et des nouvelles versions de la solution,
- la livraison de la documentation des mises à jour et des nouvelles versions de la solution en langue française,
- tous les frais de main-d'œuvre, d'hébergement, de déplacement sur site, de fourniture et de port.

## **9.4 Remise en service**

---

Le délai de remise en service détermine la durée nécessaire pour diagnostiquer et corriger l'anomalie bloquante ou éventuellement mettre en place une solution temporaire permettant aux utilisateurs de continuer à utiliser la solution. Il débute à compter de la réception de la demande d'intervention formulée par voie électronique et s'achève à la date de la résolution de l'anomalie bloquante ou à défaut, à la date de la mise en place d'une solution de contournement permettant aux utilisateurs de continuer à utiliser la solution.

Sauf cas de force majeure, le délai maximum de remise en service de la solution est de quarante-huit (48) heures ouvrées.

## **9.5 Conditions d'arrêt de la maintenance**

---

Le Titulaire communique à la CGLLS les dates d'arrêt du service de maintenance d'une version de la solution avec un préavis de dix (10) mois.

En ce qui concerne les versions de la solution dont le support est arrêté et pour tout problème rencontré sur ces versions utilisées par la CGLLS, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour analyser ledit problème et fournir des solutions existantes ou alternatives, en collaboration avec la CGLLS et possibles en l'état de la technique. En revanche, aucune nouvelle correction ne sera développée.

# **10 PENALITES**

---

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, sauf si elle résulte d'un cas de force majeure ou encore si elle résulte du fait de la CGLLS, peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'ensemble des pénalités mentionnés au présent article sont cumulables.

Par dérogation aux articles 14.1.1 à 14.1.3 du CCAG-TIC :

- les pénalités sont dues au premier euro sans exonération à raison de montant,
- le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant total hors taxes du montant forfaitaire annuel HT,
- les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités peuvent être appliquées sur la facture suivant la constatation des faits sanctionnés.

*NB : la CGLLS peut décider de renoncer à l'application des pénalités de retard.*

### **10.1 Pénalités de retard**

---

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, en cas de non-respect des délais contractuels de l'accord-cadre, la CGLLS peut appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le montant est calculé suivant la formule :

$$P = (V \times R) / 100$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité hors taxes

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable

R = nombre de jours de retard calendaires.

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai d'exécution des prestations est expiré.

### **10.2 Pénalités pour indisponibilité**

---

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 14.2.3 à 14.2.6 du CCAG-TIC.

### **10.3 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité**

---

Il sera fait, le cas échéant, application de l'article 14.3 du CCAG-TIC.

## **11 MODALITES FINANCIERES**

---

### **11.1 Caractéristiques et contenu des prix**

---

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

Le taux de TVA applicable est le taux légal en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Le présent accord-cadre est conclu à prix forfaitaire pour les prestations mentionnées à l'acte d'engagement et à la DPGF, et à prix unitaires aux prix figurant au BPU pour les prestations mentionnées.

Les prix sont réputés complets et comprennent l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les services, notamment la rémunération des intervenants, leurs éventuels frais de déplacement, les frais afférents à l'ingénierie, ainsi que tous les frais résultants de la prestation à réaliser sans que le liste soit exhaustive.

La prestation forfaitaire est conclue à prix ferme pour la solution, l'hébergement et la maintenance, les prix du BPU sont révisables annuellement.

### **11.2 Révision des prix**

---

Les prix sont révisés annuellement, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, en fonction de l'indice « Syntec » par application de la formule suivante :

$$P = P_i (0,15 + 0,85 * SYNf/SYNi)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé hors taxes,

Pi = prix initial du marché hors taxes pour la première révision, puis prix hors taxes résultant de la révision précédente,

SYNi et SYNf = valeurs initiale et finale de l'indice.

La valeur initiale (SYNi) est égale, pour la première révision, à celle de l'indice publié un mois avant la date de notification du marché puis, pour les révisions suivantes, à la valeur finale de la révision précédente.

La valeur finale SYNf est égale à celle de l'indice publié un mois avant la date anniversaire de la notification du marché.

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Les prix révisés sont revus à la hausse ou à la baisse.

A chaque révision, le Titulaire transmettra à la CGLLS le Bordereau des prix révisé, le taux de révision et son calcul.

Ce coefficient de révision ne pourra être appliqué sur facture, qu'après la validation de la CGLLS.

### **11.3 Avance**

---

Conformément aux articles R.2191-3 et suivants du code de la commande publique, une avance peut être accordée au Titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 (cinquante mille) euros hors taxe et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 (deux) mois.

Dans le cas d'un marché reconductible, une avance est versée au Titulaire pour chaque reconduction dans les mêmes conditions.

Le Titulaire précise, dans l'acte d'engagement, s'il souhaite bénéficier de cette avance.

- **Partie forfaitaire**

La CGLLS versera au Titulaire une avance égale à 10% d'une somme égale à douze fois le montant total initial toutes taxes comprises de la part forfaitaire de l'accord-cadre divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsque le Titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Une avance est accordée, dans les mêmes conditions, au(x) sous-traitant(s) éventuel(s), dans la limite du montant des prestations qu'il(s) doit(vent) exécuter.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

L'avance est versée au Titulaire dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la date de commencement des prestations.

L'avance ne constitue pas un paiement définitif par l'acheteur. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial de la part forfaitaire. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre de règlement partiel définitif ou de solde.

- **Prestations à bons de commande**

Si le Titulaire n'a pas renoncé à l'avance, celle-ci ne lui est due que pour les bons de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT et dont la durée d'exécution est supérieure à 2 (deux) mois.

Les modalités de versements et de remboursements sont les mêmes que celles exprimées supra pour la part forfaitaire.

#### 11.4 Modalités de facturation et de paiement

Les prestations sont payées au Titulaire, selon les règles de la comptabilité publique, après admission des prestations et constatation du service fait et jugé conforme.

**Le Titulaire doit transmettre ses factures de façon dématérialisée exclusivement sur le portail public de facturation Chorus Pro<sup>1</sup>.** Pour cela, le Titulaire ou le mandataire devra identifier le code structure de la CGLLS (18009227200020) et renseigner le numéro de l'accord-cadre et, le cas échéant, le numéro du bon de commande ou d'engagement.

Conformément à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, la demande de paiement (facture) doit comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,
- la référence du marché, le cas échéant, la référence du bon de commande,
- la désignation du payeur, avec l'indication du code d'identification du service chargé du paiement,
- la date d'exécution des services,
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées,
- les prix unitaires des prestations réalisées,
- le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- le cas échéant, les modalités de règlement,
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Le paiement fait l'objet d'un virement « SEPA » effectué sur :

- le compte du Titulaire mentionné à l'Acte d'Engagement ou sur le compte mentionné sur le RIB joint à l'Acte d'Engagement,
- ou, le cas échéant, sur le compte du mandataire mentionné à l'Acte d'Engagement ou sur le compte mentionné au RIB joint à l'Acte d'Engagement,
- ou, le cas échéant, sur les comptes mentionnés à l'Acte d'Engagement pour chaque cotraitant ou sur les comptes mentionnés aux RIB joints à l'Acte d'Engagement.

#### 11.5 Echancier de paiements

Poste	Prestation	Cadre contractuel
Poste 1	Pilotage du projet	Règlement partiel définitif, trimestriellement à terme échu.
Poste 2 Poste 3	Conception et réalisation (dont reprise des données)	Règlement partiel définitif, calculé sur la base de 60 % de la valeur hors taxes de la prestation après notification de la décision de vérification d'aptitude positive.

<sup>1</sup> La documentation afférente est consultable sur le site Communauté Chorus Pro dédié à la préparation de la facturation électronique : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

		Païement du solde (40%) après notification de la décision de d'admission de la prestation.
Poste 4	Hébergement	Règlement partiel définitif, trimestriellement à terme échu, sur la base de trimestres civils, à compter de la date de début d'exécution. La première et la dernière facturation, si elles ne s'appliquent pas à un trimestre civil entier, sont calculées prorata temporis sur le fondement d'un trimestre de 90 jours.
Poste 5	Maintien en conditions opérationnelles	Règlement partiel définitif, trimestriellement à terme échu, sur la base de trimestres civils, à compter de la date de début d'exécution. La première et la dernière facturation, si elles ne s'appliquent pas à un trimestre civil entier, sont calculées prorata temporis sur le fondement d'un trimestre de 90 jours.
Poste 6	Licences	Règlement partiel définitif, annuellement à terme échu à compter de la date de début d'exécution.
Poste 7	Formation à l'usage de l'outil	Règlement total à réception des livrables correspondants et après validation du service fait.
Poste 8	Réversibilité	Règlement total à réception des livrables correspondants et après validation du service fait.
Poste 9	Prestations complémentaires	A définir selon la nature de la prestation complémentaire.

#### Païement des co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

#### **11.6 Délai de paiement – Intérêts moratoires**

Le règlement est effectué dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par la CGLLS sous réserve qu'aucune anomalie ne soit relevée lors de sa vérification.

Le défaut de règlement dans les délais prévus fait courir de plein droit des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 (quarante-cinq) jours suivant la mise en paiement du principal.



## 11.7 Coordonnées bancaires du Titulaire

➡ Le Titulaire transmet un relevé d'identité bancaire (RIB) dans son offre.

Les coordonnées bancaires devront impérativement mentionner l'identifiant international de compte bancaire (IBAN + BIC/SWIFT).

En cas d'affacturage, le Titulaire doit impérativement informer la CGLLS du changement de RIB et périmètre des dépenses concernées par l'affacturage. Il adresse les éléments nécessaires à la Direction Administrative et des fonctions supports (DAFS) - Marchés publics de la CGLLS, par courrier électronique à l'adresse : [marches.publics@cglis.fr](mailto:marches.publics@cglis.fr)

## 12 PROPRIETE INTELLECTUELLE

### 12.1 Garantie d'éviction et de propriété intellectuelle et industrielle

Le Titulaire garantit la CGLLS et ses usagers contre toutes les revendications de tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle ou à la marque des prestations du marché dans les conditions de l'article 46.4.2 du CCAG-TIC.

### 12.2 Concession non exclusive de droit d'usage

Le Titulaire déclare être titulaire de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle portant sur la solution et est régulièrement titulaire des droits d'utilisation et/ou d'exploitation portant sur les logiciels tiers nécessaires à son fonctionnement.

Le Titulaire concède à la CGLLS, qui l'accepte, un droit d'usage non exclusif, non cessible et non transférable de la solution pour la durée légale des droits d'auteur à compter de la réception de la solution. Cette concession de droit d'usage s'exerce dans les conditions de l'article 45 du CCAG-TIC. Les résultats sont soumis au régime prévu à l'article 46 du CCAG-TIC.

Il est précisé que, en cas de nouvelle version et mise à jour livrées dans le cadre du présent accord-cadre, le droit d'utilisation portant sur la version précédente prend fin de plein droit et le droit d'utilisation portera sur la nouvelle version ou la mise à jour livrée.

## 13 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Il est fait application des articles 47 et suivants du CCAG-TIC, à l'exception de l'article 51, ainsi que des dispositions du code de la commande publique.

Résiliation pour motif d'intérêt général : par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, lorsque la CGLLS résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation égale à 2% du montant initial hors TVA du marché et de chaque bon de commande notifié, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

Le Titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de 15 (quinze) jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

## 14 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

La CGLLS peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

## **15 DISPOSITIONS DIVERSES**

### **15.1 Langue**

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative au présent accord-cadre doit être rédigée en langue française.

### **15.2 Nantissement ou cession de créance**

Le comptable assignataire des paiements est Monsieur l'Agent comptable de la CGLLS.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Monsieur l'Agent comptable de la CGLLS.

En vue de nantir ou de céder la créance qu'il détient sur la CGLLS, le Titulaire peut réclamer une copie du marché dans les conditions prévues aux articles L.2191-8 et R.2191-46 à R.2191-53 du code de la commande publique.

La demande est adressée à la Direction Administrative et des fonctions supports – Marchés publics par courrier électronique à l'adresse : [marches.publics@cglles.fr](mailto:marches.publics@cglles.fr)

### **15.3 Modification de l'accord-cadre**

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à la CGLLS les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir dans les plus brefs délais la CGLLS.

La CGLLS vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par la CGLLS est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, la CGLLS peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le Titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à la CGLLS par courrier électronique avec accusé de réception à l'adresse : [marches.publics@cglles.fr](mailto:marches.publics@cglles.fr)

En cas de manquement, la CGLLS ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le Titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222 5 ou D.8222 7 ou D.8254 2 à D.8254 5 du code du travail.

Si le Titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- l'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service" SIPSI "du ministère chargé du travail, conformément aux articles R.1263-5 et R.1263-7 du code du travail,
- une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L.1264-1,

L.1264-2 et L.8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

## 16 TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

La CGLLS est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le Titulaire est sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données (ci-après « RGPD »)

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à effectuer pour le compte de la CGLLS les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

La déléguée à la protection des données, pour la CGLLS, est la Responsable du pôle administration générale : [dpo@cglis.fr](mailto:dpo@cglis.fr)

### Description du traitement de données à caractère personnel

<b>Finalité du traitement</b>	Gestion du FNAVDL
Sous-finalité 1	Mise à disposition d'une solution de digitalisation
Sous-finalité 2	Créer les conventions, avenants et décisions de paiement
Sous-finalité 3	Signer électroniquement les documents
Sous-finalité 4	Générer les échéanciers de paiements et demande de paiement des subventions
Sous-finalité 5	Stocker et organiser les conventions, avenants et décisions de paiement
Sous-finalité 6	Générer des tableaux de bord (suivi financier et reporting)
Sous-finalité 7	Mettre à disposition des utilisateurs les informations de paiement, de suivi des enveloppes d'AE
<b>Catégories de données personnelles concernées</b>	Nom, prénom, adresse email professionnelle, numéro de téléphone, fonction
<b>Catégories de personnes concernées</b>	Personnels des services déconcentrés (DDETS, DREETS, DRIHL, DREAL...) Personnels de la DIHAL Personnels de la CGLLS Toute personne bénéficiaire et/ou pouvant prétendre bénéficier des prestations objets du présent accord-cadre
<b>Destinataires ou catégorie de destinataires</b>	Personnels des services déconcentrés (DDETS, DREETS, DRIHL, DREAL...) Personnels de la DIHAL Personnels de la CGLLS - Toute personne bénéficiaire et/ou pouvant prétendre bénéficier des prestations objets du présent accord-cadre
<b>Durée de conservation</b>	8 ans à compter de la dernière activité

### Obligations du Titulaire vis-à-vis de la CGLLS

Le Titulaire de l'accord-cadre prend, notamment, les engagements suivants :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet de l'accord-cadre dont il est Titulaire.
- Traiter les données conformément aux instructions documentées de la CGLLS figurant dans les documents particuliers de l'accord-cadre dont il est Titulaire. Si le Titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement la CGLLS.
- Si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union Européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer la CGLLS de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information. Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé. A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le Titulaire suspend tout transfert et se rapproche de la CGLLS pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD. Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, la CGLLS procède à la résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG-TIC de référence.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'accord-cadre dont il est Titulaire.
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de l'accord-cadre dont il est Titulaire :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Coopérer avec l'autorité de contrôle, à la demande de celle-ci, dans l'exécution de ses missions.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

### **Sous-traitance des activités de traitement**

Le Titulaire (qui est, pour rappel, sous-traitant au sens RGPD) peut faire appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique), désigné « sous-traitant ultérieur » (au sens RGPD), pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit la CGLLS (le responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si la CGLLS n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du Code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de la CGLLS, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du RGPD pour le compte et selon les instructions de la CGLLS. Il appartient au Titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de

manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le Titulaire demeure pleinement responsable devant la CGLLS de l'exécution des obligations par le sous-traitant ultérieur de ses obligations. Le Titulaire informe la CGLLS de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

### **Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement**

Il appartient au Titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec la CGLLS avant la collecte de données.

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de la CGLLS et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits : droit d'accès et de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : [dpo@cglis.fr](mailto:dpo@cglis.fr)

Le Titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- de l'Espace Economique Européen,
- d'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD,
- ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du Titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le Titulaire ou par les sous-traitants ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (telles que notamment maintenance, assistance...)

### **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le Titulaire informe dès qu'il en a connaissance la CGLLS par courrier électronique à [dpo@cglis.fr](mailto:dpo@cglis.fr) et copie à [marches.publics@cglis.fr](mailto:marches.publics@cglis.fr) et par téléphone de toute violation de données à caractère personnel. Le Titulaire signale immédiatement la violation des données à caractère personnel (perte de disponibilité, d'intégrité ou de confidentialité) à son service informatique de proximité afin qu'il prenne les mesures de sécurité informatique qui s'imposent pour garantir l'intégrité, la confidentialité, la sauvegarde et la disponibilité des données.

Le Titulaire s'engage ensuite à notifier à la CGLLS la violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance, par courrier électronique avec accusé de réception à la déléguée à la protection des données (DPD) de la CGLLS à l'adresse suivante : [dpo@cglis.fr](mailto:dpo@cglis.fr). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile. La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés,

- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée, sans retard indu.

Le Titulaire répond en outre sans délai à toutes les demandes de la CGLLS et de sa déléguée à la protection des données relatives à cet incident.

Le délégué à la protection des données du Titulaire, en lien avec les services de la CGLLS en chargé de la sécurité des systèmes d'information, qualifie si l'incident constitue un risque au regard de la vie privée des personnes concernées. Si tel n'est pas le cas, l'incident est considéré comme clos après envoi par le DPD de la CGLLS d'un rapport de fin. Si le risque est qualifié d'élevé par le Titulaire de l'accord-cadre, par la CGLLS ou par sa déléguée à la protection des données, le Titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, après avis du DPD, au nom et pour le compte de la CGLLS, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible, 72 heures au plus tard, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

Dans l'hypothèse d'un risque élevé, l'incident devra être notifié aux personnes physiques concernées dans les meilleurs délais.

Lorsque la notification à l'autorité de contrôle n'a pas lieu dans les 72 heures elle est accompagnée des motifs du retard.

### **Aide du Titulaire dans le cadre du respect par la CGLLS de ses obligations**

Le Titulaire aide la CGLLS à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi qu'à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le Titulaire met à la disposition de la CGLLS la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par la CGLLS ou un auditeur mandaté par elle, et contribuer à ces audits.

### **Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **Sort des données**

Au terme de l'exécution de l'accord-cadre, la CGLLS informe le Titulaire de sa décision relative au sort des données. Elle peut demander au Titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel,
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à la CGLLS ou au tiers désigné.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

### **Délégué à la protection des données**

Le Titulaire communique à la CGLLS le nom et les coordonnées de la personne désignée comme délégué à la protection des données, conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

### **Registre des activités de traitement**

Le Titulaire tient par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la CGLLS comprenant :

- le nom et les coordonnées de la CGLLS, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de la CGLLS,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
  - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
  - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
  - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
  - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **Manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel**

Tout manquement aux règles relatives à la protection des données est susceptible de constituer un manquement dans l'exécution de l'accord-cadre. Les sanctions prévues en cas de manquement sont alors applicables, sans préjudice des autres sanctions résultant de la législation sur la protection des données à caractère personnel, notamment celles qui sont susceptibles d'être prononcées par la Commission nationale de l'informatique et libertés.

Conformément au CCAG-TIC, la CGLLS peut résilier l'accord-cadre pour faute du Titulaire en cas de manquement grave et répété, par le Titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre dont il est Titulaire.

### **Obligations de la CGLLS vis-à-vis du titulaire**

La CGLLS s'engage à :

- fournir au Titulaire les données nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre,
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.

## **17 DROIT APPLICABLE - LITIGES**

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre la CGLLS et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

La CGLLS et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas de différend ou de litige qui naîtrait lors de l'exécution du présent contrat, la saisine du Comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics est obligatoire. Cette saisine devra être effectuée soit par le Titulaire, soit par la CGLLS.

Comité Consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des litiges de Paris  
Préfecture de la région Île-de-France - Préfecture de Paris  
Direction des affaires juridiques  
5, rue Leblanc 75911 Paris cedex

Tél. : 01 82 52 42 72 / Fax : 01 82 52 42 95 Courriel : [ccira@paris-idf.gouv.fr](mailto:ccira@paris-idf.gouv.fr)

Dans le cas où un accord amiable ne peut intervenir, les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative :

Tribunal Administratif de Paris  
7 Rue de Jouy 75181 Paris CEDEX 04  
Tél. (+33) 1 44 59 44 00 / Fax (+33) 1 44 59 46 46 Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

<b>18 LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-TIC</b>
--

L'article 3 déroge aux articles 4.1, 4.2 du CCAG-TIC

L'article 6.3 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC

L'article 6.5 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC

L'article 7.1.6 déroge à l'article 9 du CCAG-TIC

L'article 8 déroge aux articles 29, 33.2.1, 32.4 du CCAG-TIC

L'article 10 déroge aux articles 14.1.1 à 14.1.3 du CCAG-TIC

L'article 10.1 déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC

L'article 13 déroge à l'article 51 du CCAG-TIC

**Fin du document**

---